

le 6 septembre 1992

interne peuvent résulter des négociations sur l'agriculture entreprises dans le cadre des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. En conséquence, la Partie qui décidera d'accorder un soutien à ses producteurs agricoles devrait s'efforcer de mettre en place des politiques de soutien interne :

- a) qui n'auront qu'un effet minimal ou nul sur le commerce et la production; ou
- b) qui seront exemptés des engagements de réduction du soutien interne pris au GATT.

Les Parties reconnaissent aussi que les mécanismes de soutien interne de chacune d'elle, y compris ceux qui seront visés par les engagements de réduction, pourront être changés au gré d'une Partie tant que la modification restera conforme aux droits et obligations que lui attribue l'Accord général.

Article 706 : Subventions à l'exportation

1. Les Parties reconnaissent que les subventions à l'exportation peuvent avoir de graves effets préjudiciables sur les Parties importatrices et exportatrices, et elles souscrivent à l'objectif de l'élimination multilatérale des subventions à l'exportation de produits agricoles. Les Parties coopéreront à la conclusion d'une entente, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui élimine ces subventions.

2. Les Parties reconnaissent aussi que les subventions à l'exportation peuvent perturber le marché d'une Partie importatrice. En conséquence, les Parties affirment qu'il est inopportun pour une Partie de verser des subventions à l'exportation d'un produit agricole vers le territoire d'une autre Partie, lorsque d'autres importations subventionnées de ce produit ne pénètrent pas sur le territoire de cette autre Partie.

3. Sous réserve de l'annexe 703.1, lorsqu'une Partie exportatrice croit qu'un pays tiers subventionne l'exportation d'un produit agricole vers le territoire d'une autre Partie, la Partie exportatrice pourra demander des consultations avec la Partie importatrice afin qu'elles s'entendent sur des mesures que la Partie importatrice pourrait adopter pour contrecarrer l'effet de ces importations subventionnées. Si la Partie importatrice